

**Arrêté n° PCICP2025219-0004**

Arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'exploitation d'une installation de travail des métaux par la société MGG INDUSTRIES située sur le territoire de la commune de PONT-SUR-SEINE

---  
Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2012153-0004 du 1<sup>er</sup> juin 2012 délivré à la société PONT-SUR-SEINE INDUSTRIE ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le certificat de dépôt du 28 juin 2022 de la déclaration reçue le 15 juin 2022 de changement d'exploitant au bénéfice de la SAS MGG INDUSTRIES, pour l'installation située au lieu-dit « Gratte Grue » sur le territoire de la commune de PONT-SUR-SEINE, anciennement exploitée par la société TONNA ACCESS ;

**VU** le porter à connaissances d'octobre 2022, relatif à la mise à jour de la situation administrative ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 12 février 2025 établis à la suite de la visite du site de l'exploitant, effectuée le 12 décembre 2024 ;

**VU** le courrier recommandé du 12 février 2025 avec accusé de réception du 17 février 2025 transmettant le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à la société MGG INDUSTRIES et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

**VU** l'absence d'observations formulées par l'exploitant sur ce projet ;

**CONSIDÉRANT** que depuis le 15 novembre 2021, la société TONNA ACCESS a cessé ses activités situées à Pont-sur-Seine dans la ZA des coteaux, route de Longueperthe sous le nom commercial de TONNA ;

**CONSIDÉRANT** que les activités ont été reprises par la société MGG INDUSTRIES et qu'il y a lieu de modifier, par voie de conséquence, l'arrêté préfectoral n° 2012153-0004 du 1<sup>er</sup> juin 2012, afin de prendre en compte le changement d'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de modifier certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2012153-0004 du 1<sup>er</sup> juin 2012, afin de prendre en compte les modifications apportées à la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de modifier certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2012153-0004 du 1<sup>er</sup> juin 2012, afin de prendre en compte les modifications apportées à l'installation par les activités de fabrication de produits moulés, d'emploi de matières abrasives et de transformation de polymères ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant demande le bénéfice des droits acquis concernant la rubrique 3260 ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications portées à la connaissance de l'inspection des installations classées sont notables mais non substantielles ;

**CONSIDÉRANT** que la rubrique principale est la rubrique 3260 relative au traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique, pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m<sup>3</sup> ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation est concernée par la directive IED au titre de la rubrique 3260 ;

**CONSIDÉRANT** que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF STM ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant est tenu de réaliser un bilan décennal des rejets accidentels et chroniques, tel que défini dans l'article 9.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

**CONSIDÉRANT** que l'évolution des modifications de l'installation, avec la suppression de certaines activités, nécessite de réaliser un bilan de conformité de l'installation concernant les rejets chroniques et accidentels, ainsi que des propositions justifiées et motivées de demande de modifications des modalités d'exercice et du contenu de l'auto-surveillance des émissions et de leurs effets ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas réalisé de test foudre ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'évaluer la vulnérabilité du site et le niveau de protection nécessaire pour l'installation ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de réaliser un test foudre avec une analyse du risque et une étude technique des dispositifs de protection le cas échéant ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### Sommaire

## **Table des matières**

<b>TITRE 1 PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>3</b>
ARTICLE 1.1 OBJET.....	3
ARTICLE 1.2 ACTIVITÉS AUTORISÉES.....	3
ARTICLE 1.3 RÉGLEMENTATION IED.....	4
ARTICLE 1.4 BILAN DE CONFORMITÉ.....	4
ARTICLE 1.5 TEST FOUDRE.....	4
<b>TITRE 2 NOTIFICATION - PUBLICATION - EXÉCUTION.....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 2.1 NOTIFICATION ET PUBLICATION.....	4
ARTICLE 2.2 EXÉCUTION.....	5

## TITRE 1 PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

### ARTICLE 1.1 OBJET

La société MGG INDUSTRIES dont le siège social est situé 29, rue Monte à regrets à PONT-SUR-SEINE (10400), doit respecter, pour ses installations situées sur le territoire de la commune de PONT-SUR-SEINE, lieu-dit « Gratte Grue », les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à mettre à jour la situation administrative de l'établissement et à améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets chroniques et accidentels.

### ARTICLE 1.2 ACTIVITÉS AUTORISÉES

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 2012 est remplacé par les dispositions suivantes :

N° rubrique	Désignation de l'activité	Caractéristique du site	Classement
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	Cuves de traitement de la Chaîne Zn 1400 : 14 postes -> Total Chaîne Zn 1400 = 14 800 L = 14,8 m3 Cuves de traitement de la Chaîne Zn 3000 : 19 postes -> Total Chaîne Zn 3000 = 59 450 L = 59,45 m3 TOTAL Site = 14,8 + 59,45 = 74,25 m3	A
2560	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant 1. Supérieure à 1000 kW 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW.	Puissance totale installée : 1036,97 kW Machines de tôlerie fine : Total = 587,37 kW Machines de tôlerie presse : Total = 191,9 kW Machines d'outillage : Total = 41,9 kW Machines de parachèvement : Total = 25,8 kW Machines d'injection ZAMAK : Total = 190 kW => TOTAL Site = 1036,97 kW	E
2564.1	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques.	1 fontaine à solvant avec solvant détergent IGOSOLVE SC 4 Le solvant ne présente aucune mention de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F, et n'est pas un liquide organohalogéné présentant une mention de danger H341 ou H351 Volume de la fontaine = 220 L	DC
4725.2	Oxygène. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t.	Lasal 2003 (7 t)	D

### ARTICLE 1.3 BILAN DE CONFORMITÉ

Sous un délai de 6 mois, l'exploitant établit un bilan de conformité de son installation vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, quant aux rejets chroniques et accidentels.

Les résultats sont présentés sous forme d'un tableau comme suit :

Prescriptions	Dispositions de l'installation	Conformité	Demande de modification
[...]	[...]	[...]	[...]

### ARTICLE 1.4 RÉGLEMENTATION IED

L'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 2012 est complété par l'article 1.2.5 suivant :

« Article 1.2.5. Réglementation IED



Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3260 relative au traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique, pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m<sup>3</sup>. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF STM. La société AMGG est tenue de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles telles que décrites dans le document BREF STM. ».

## **ARTICLE 1.5 TEST FOUDRE**

L'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 2012 est complété par l'article 7.2.5.1 suivant :

« Article 7.2.5.1 Test foudre

Sous un délai de 6 mois, l'exploitant réalise un test foudre, avec une analyse du risque foudre et une étude technique des dispositifs de protection le cas échéant. ».

---

## **TITRE 2 NOTIFICATION - PUBLICATION - EXÉCUTION**

---

### **ARTICLE 2.1 NOTIFICATION ET PUBLICATION**

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société MGG INDUSTRIES.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Pont-Sur-Seine pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de Pont-Sur-Seine, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

### **ARTICLE 2.2 EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Pont-Sur-Seine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la sous-préfète de NOGENT-SUR-SEINE.

Troyes, le **07 AOUT 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Mathieu ORSI

#### **Délais et voies de recours :**

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Obligation de notification des recours :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.